

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIEME ANNEE - 24-5-1972 - N° 56

Pompidou à Chaban :

nous ne

vieillirons

pas ensemble



la fin d'un mythe

La « bombe Mansholt » a éclaté en France lors de la campagne du référendum. Ainsi les Français ont-ils découvert que la croissance pouvait être remise en cause. Au-delà des controverses de techniciens ou d'économistes, dépassant la peur des uns ou l'optimisme béat des autres, il est nécessaire de saisir le problème dans sa dimension planétaire, comme de chercher une solution adaptée à chaque communauté.

L'apocalypse est pour demain. Pour l'an 2000. Quand sept milliards d'hommes peupleront une terre dont les ressources naturelles seront épuisées, dont l'environnement sera irrémédiablement détruit, le monde entrera dans une ère de régression, la famine s'étendra, la population diminuera, l'expansion économique, la croissance s'arrêteront.

C'est ce qu'affirment très sérieusement les chercheurs du « System Dynamics Group » du Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) dans un rapport intitulé « Les Limites de la Croissance ».

La remise en cause de la croissance n'est pas un fait nouveau. Le raisonnement est simple. D'un côté une population et une pollution qui se développent à un rythme exponentiel — par multiplication et non par simple addition — de l'autre notre terre et ses ressources finies. De crises en catastrophes, le monde atteindra, dans moins d'un siècle, le seuil d'une fin certaine.

Bien sûr, des palliatifs peuvent retarder l'échéance, mais l'unique solution est d'abandonner une croissance devenue un mythe, de revenir à une « croissance zéro ».

Prenant fait et cause pour ces vues pessimistes et se proposant d'alerter l'opinion publique, M. Mansholt a assurément trouvé en M. Marchais le meilleur agent publicitaire et ce dernier ne déforma en rien les termes de la lettre adressée le 9 février dernier à M. Malfati alors président de la commission du Marché commun.

CHOC DU FUTUR...

D'où vient ce pessimisme dont la vitesse de propagation est d'autant plus rapide que le milieu est plus réceptif ? D'un choc. Le choc du futur.

Mais l'ouvrage d'Alvin Toffler (1) n'est pas seul en cause dans ce traumatisme nouveau. En fait, il semble bien que la panique suscitée

par l'analyse de la croissance actuelle ne provient pas tant du seul accroissement numérique des « nuisances » (2) que de l'amplification du volume d'information.

Quant aux problèmes que pose ce phénomène, il importe de bien situer et définir la question avant de chercher à donner des réponses.

Pour Sicco Mansholt, « l'humanité de demain ou bien manquera de ressources, ou bien sera ensevelie sous ses propres déchets ». S'il est communément admis que la survie du monde dépend de ses richesses naturelles, le véritable gaspillage, les ressources énormes perdues ou mal exploitées, peuvent faire craindre une pénurie dramatique. Mais dans sa découverte du monde l'homme n'a encore trouvé qu'une infime partie des richesses dont il pourrait disposer.

C'est ainsi que selon le professeur Zankévitch, de l'Académie des Sciences soviétiques, le fond des océans possède de gigantesques gisements de manganèse, de fer et de cuivre, tandis que le Comité Scientifique pour la recherche Antarctique soutient que les glaces de l'Antarctique représentent 99 % de toute l'eau douce de la planète.

Tout cela n'a pas été programmé par les chercheurs de M.I.T. ignorant également les possibilités de l'énergie solaire, et un rapport issu d'un autre groupe de recherche du même Institut, estimant qu'en l'an 2100 les deux tiers de l'alimentation mondiale proviendraient de l'exploitation des ressources sous-marines.

L'interprétation d'une tendance, d'un développement linéaire projeté dans l'avenir ne permet pas d'affirmer scientifiquement l'imminence d'un cataclysme.

... ET PSEUDO-RÉALISME SCIENTIFIQUE

Nouveau Malthus, Sicco Mansholt pense également que le problème-clé est celui de « l'évolution démographique dans le monde », évolution liée au sous-développement. Or, il apparaît que c'est bien le sous-développement qui est cause de la surpopulation et non le contraire (3).

Le problème alors ne serait plus celui de l'accroissement démographique, mais du développement économique.

Par contre, on pourrait rejoindre M. Mansholt et dénoncer la civilisation des déchets, la destruction constante de l'environnement naturel de l'homme, la pollution effective des fleuves et des océans, des plaines cultivées et des forêts, les déséquilibres dangereux provoqués directement par la croissance économique.

Cela ne peut faire oublier que la lutte gouvernementale antipollution se développe — à un rythme encore peu satisfaisant — et surtout que l'industrie axée sur la technologie antipollution prendra bientôt une place importante (4).

VERS UN « BONHEUR NATIONAL BRUT » ?

Mais, il est indéniable — et le vrai problème est là — qu'une croissance économique purement quantitative (prise au niveau global comme à celui de la plus petite unité) prenant pour seul critère la rentabilité des investissements, et une rentabilité rapide dans la mesure du possible, prônant la recherche du profit maximal et l'enrichissement non point au service de l'épanouissement ou du mieux-être matériel, mais pour le plus grand profit d'une société de consommation basée sur l'éphémère, une telle croissance engendre une distorsion également croissante entre qualité et quantité. M. Marchais a raison.

Tant que les retombées quantitatives de la croissance resteront « sélectives », il est « monstrueux » d'envisager pour l'Europe une économie de pénurie.

Peut-on pour autant oublier cette quête de la qualité qui devient la grande affaire de la société post-industrielle ?

Reprenant la notion de Bonheur national brut proposée par Tinbergen, Sicco Mansholt avance celle d'Utilité nationale brute, négligeant d'en préciser les critères sinon en y associant la notion de durable.

Et c'est bien là que peut se trouver une solution adaptée aux problèmes planétaires comme au cadre de vie le plus humain, la cité.

Philippe DILLMANN.

(1) Alvin Toffler, sociologue américain, s'est rendu célèbre en France par son livre *Le Choc du Futur* (Ed. Denoël).

(2) Selon l'expression du futurologue B. de Jouvenel dénonçant sous ce terme les richesses négatives telle l'essence, source d'énergie comme de pollution.

(3) Opinion de Josué de Castro, auteur, entre autres livres, de *Géopolitique de la Faim*. Celui-ci, se fondant sur de nombreuses observations scientifiques réalisées notamment aux Indes, affirme que la carence en protéines, notamment en certains acides animaux, entraîne des insuffisances hépatiques annihilant une fonction qui consiste à inactiver la folliculine. Ceci provoque l'augmentation de la fécondité féminine.

(4) Selon une récente étude de la Chasse Manhattan Bank, les investissements industriels dans la lutte antipollution ont plus que doublé en trois ans et doivent se révéler rapidement rentables ! (Business in Brief - Avril 1972.) La croissance économique engendre des nuisances puis les récupère pour les intégrer à ses objectifs de rentabilité.

EDITORIAL

Chaban à Pompidou : Nous ne vieillirons pas ensemble

Louis-Gabriel Robinet, du *Figaro*, a au moins une qualité : il est au monde politique ce qu'est à l'homme la partie la plus charnue de son anatomie, c'est-à-dire le meilleur endroit pour prendre la température en cas de fièvre. En ces temps incertains, ses éditoriaux sont des tests décisifs pour comprendre la crise de la classe politique. C'est ainsi qu'il écrit dans le *Figaro* du 18 mai ces fortes paroles :

Qu'un malaise politique existe, personne ne peut le contester. Que la majorité en soit en grande partie responsable, nul ne peut en douter.

Que l'opposition, en permanente contradiction avec elle-même, dominée qu'elle est chaque jour davantage par le parti communiste, soit incapable de gouverner sans risquer de mener la nation au chaos, impossible de le nier non plus.

A la vérité, nous sommes entrés sans préparation — de part ou d'autre — dans la période préélectorale DONT CHACUN SAIT QU'ELLE FAIT TOUJOURS COURIR LES PLUS GRANDS RISQUES A L'EXERCICE NORMAL DU REGIME DEMOCRATIQUE.

On ne saurait mieux résumer la faillite du régime. Robinet reconnaît — de façon prudhommesque mais peu importe — que le jeu électoral menace constamment de faire sauter le régime qui en a fait le critère ultime de la vie politique.

Il constate plus loin à propos du débat sur les commerçants qu'« après la nuit démagogique qu'a connue un Palais Bourbon aveuglé par les surenchères, nous sommes engagés sur une mauvaise voie ». Propos exact, mais qui mérite d'être approfondi.

En fait, la classe politique démocratique dans son ensemble se révèle incapable d'affronter les nécessaires transformations de structure de la société française. Elle se borne à des réformettes dérisoires (comme la « réforme » régionale votée récemment), de peur de remettre en question le monopole de l'Etat sur la vie quotidienne des Français, nécessaire au bon conditionnement de l'opinion. Ou bien, à l'approche des élections, elle essaie de tranquilliser les secteurs de la nation qui souffrent le plus de sa rigidité et de son imprévoyance, et ceci l'amène à prendre une série de mesures démagogiques, au « coup par coup » et inefficaces. L'affaire de la retraite des commerçants et artisans le montre clairement.

Ceci est d'autant plus grave que la France est sortie de la torpeur malthusienne dans laquelle la III^e République l'avait plongée, justement de peur de faire exploser la machine.

Les réformes à la fois nécessaires et irréalisables dans le cadre actuel ne peuvent plus attendre.

Ceci effraie la classe politique, la majorité a peur : non seulement peur de perdre les élections par suite de la montée des scandales, mais surtout peur de ne plus maîtriser un navire qui ressemble au « bateau ivre » de Rimbaud.

Ceci explique que le Premier Ministre, moralement condamné, politiquement à bout de souffle, soufflet littéralement par le communiqué du Conseil des Ministres (c'est-à-dire du Président l'autorisant à poser la question de confiance « s'il le juge utile ») reste malgré tout en place : il n'y a pas de candidats crédibles pour prendre la relève.

L'opposition a peur : les vagues hésitations de Mitterrand entre l'entente avec le P.C. et l'accord avec J.-J. S.-S. ne ressortent pas seulement de la cuisine préélectorale classique.

Tout se passe comme si Mitterrand, très satisfait de faire figure de porte-drapeau n° 1 de l'opposition, tenait à le demeurer plutôt que de prendre en main les affaires du pays : il est trop intelligent pour ignorer qu'il ne ferait pas mieux que l'équipe actuelle. Il a même déjà son Dechartre en la présence du grand amateur d'immobilier en tout genre qu'est Charles Hernu.

Quant au P.C., trop stalinien pour jouer avec profit le jeu réformiste, trop embourgeoisé et intégré pour être vraiment révolutionnaire, il borne ses ambitions à garder la place confortable de premier parti de l'opposition.

C'est le régime dans son ensemble et non tel ou tel parti en particulier, qui donne une impression de vide, d'inconsistance, de désarroi.

Pompidou et Chaban-Delmas ne vieilliront sûrement pas ensemble. Mais il reste surtout à savoir si la V^e République fera de vieux os. La maxime maurassienne, « savoir imaginer autre chose que ce qui existe », savoir imaginer autre chose que la démocratie, devient vraiment d'actualité ces temps-ci.

N.A.F.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maisonblanche, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.

Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Dartois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémond.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcour, Henri Villemart.

Les Idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débat : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.

Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e

NAF . TELEX . . . NAF . TELEX

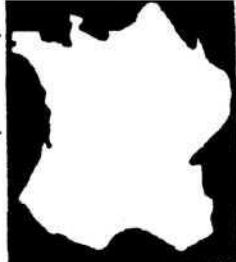
● **GRANDS MAGASINS.** — Les employés des Nouvelles Galeries de la Moselle sont en grève. La modicité des salaires (900 F par mois environ pour quelqu'un qui a moins de trois ans d'ancienneté) n'est pas la principale raison de la grève : les employés s'insurgent surtout contre la tendance des « petits chefs » à en faire des robots, contre la fatigue physique et nerveuse provoquée par le travail en grand magasin. La société du super-marché ne se borne pas à conditionner les acheteurs pour en faire des machines à consommer. Elle fait de même avec ceux qu'elle emploie dans les temples de la consommation.

● **C.A.D.I.R.** — Le colonel Barberot, vice-président du C.A.D.I.R., vient de démissionner de son poste de président du B.D.P.A. (Bureau de Direction de la Production Agricole). Cet estimable personnage s'était servi de ses fonctions pour tenter d'implanter une réserve ornithologique dans l'Ile de Ré qui en aurait « gelé » la plus grande partie du territoire sur le plan immobilier. Une seule dérogation était prévue, en faveur du... C.A.D.I.R., de Philippe Dechartre. L'histoire ne

dit pas comment Barberot voulait peupler ornithologiquement sa réserve. Avec du faisan, peut-être ?

● **TANANARIVE.** — Les émeutes qui ont failli coûter le pouvoir à Tsiranana étaient essentiellement dirigées contre la présence de troupes françaises à Diego-Suarez et l'influence des sociétés françaises dans l'île. Pour le moment l'armée, dirigée par le très francophile général Ramanantsoa, a sauvé la mise à Tsiranana. Jusqu'à quand ?

● **U.S.A.** — Servan-Schreiber explique fort judicieusement dans le Manifeste radical, que la violence et l'agressivité humaines, liées à la pénurie, disparaissent dès qu'arrive l'ère de l'abondance. L'extraordinaire adoucissement des mœurs politiques constaté aux Etats-Unis depuis dix ans le confirme : Ce ne sont pas John Kennedy (assassiné en 1963), Malcolm X (assassiné en 1964), Martin Luther King (assassiné en 1967), Robert Kennedy (assassiné en 1968), qui pourront dire le contraire. Et pour cause. Mais qu'en pense Georges Wallace, grièvement blessé le 15 mai ?



Le régime démocratique a toujours été le régime du faux semblant. Tous les problèmes du pays réel y sont traités à travers le double prisme déformant des idéologies et des intérêts électoraux.

DE LA DÉMAGOGIE...

Le débat sur les retraites des commerçants et artisans, à quelques mois des élections, n'a pas manqué à la règle, bien au contraire.

L'Assemblée nationale a été saisie à la fois par un très net sentiment de culpabilité à l'égard d'une catégorie professionnelle qui se sent la mal aimée de l'Etat républicain. Ce sentiment s'est cristallisé sur la question de la libération de Nicoud. Il a entraîné le dépôt d'une proposition d'amnistie pour les condamnés du C.I.D.-U.N.A.T.I. assortie du commentaire suivant dans la bouche de M. Roland Boudet :

« Aujourd'hui, trop de coquins, d'aigrefins de haut vol sont en liberté, tandis que d'autres citoyens ont été trop durement punis ! Plus de sévérité pour les uns, de mensuétude pour les autres, et le compte y sera. En votant l'amnistie, nous montrerions que, si nous réproouvons des violences, nous ne voulons pas confondre ceux qui ont cédé à une colère explicable avec les "ressortissants" habituels de la justice. »

Ces mots, à l'heure de la « démission » de MM. Dechartre et Rives-Henrys, revêtaient une signification particulièrement claire.

Mais l'Assemblée a été surtout possédée par une véritable frénésie démagogique. Dame ! Quelques millions de voix de commerçants, cela ne se méprise pas. Elle a jugé les propositions de revalorisations des retraites faites par le gouvernement totalement insuffisantes.

Elle a obtenu que l'Etat procède à une revalorisation de 15 % de ces retraites et en garantisse une progression à un rythme comparable à celui du régime général.

En outre, a été aboli le décret faisant entrer en ligne de compte dans le calcul du revenu des commerçants retraités, l'évaluation du fonds de commerce qu'ils n'exploitent plus, même si celui-ci est invendable. Cette disposition aboutissait en effet à priver de l'allocation du Fonds de solidarité des retraités ayant un revenu annuel inférieur à 5.000 F (personne seule) ou à 9.000 F (ménage).

Ce n'est pas nous qui contesterons la nécessité de mettre fin au drame humain provoqué par la diminution du nombre des commerçants, donc des cotisations, aux caisses de retraite : il est scandaleux que certains commerçants retraités touchent seulement 300 F par trimestre, et une aide de la communauté nationale est dans ce cas nécessaire. Encore faut-il que cette aide ne transforme pas en clients de l'Etat, en assistés et en mendiots, toute une catégorie socio-professionnelle. Encore faut-il qu'elle ne soit pas un alibi pour éviter que les réformes des structures de l'appareil commercial soient abordées.

une loi qui ne résout rien

... AUX VRAIS PROBLÈMES

La France se caractérise par l'archaïsme et l'anarchie du réseau de distribution. Il existe toute une mentalité « boutiquière » tenace dans notre pays et fondée sur une conception égocentrique et individualiste de la propriété. Cet individualisme aboutit à la multiplication des intermédiaires, à des distorsions et des majorations souvent abusives de prix. Ainsi trop de commerçants profitent indûment de rentes de situation permanentes (les commerçants du centre de la capitale par exemple et ceux des quartiers neufs des agglomérations insuffisamment équipées en magasins), ou provisoires (cas des épiciers bénéficiant d'un quasi-monopole dû à la fermeture de leurs concurrents le mois d'août), pour pratiquer le « coup de barre ».

Il y a plus grave : dans l'ensemble le secteur commercial refuse encore trop souvent toute forme d'association. En 1969, 80 % des propriétaires de fonds de commerce, réalisant 70 % du chiffre d'affaires de la profession, n'étaient affiliés à aucune chaîne ou aucun groupement d'achat. Ces derniers ne réalisaient que 5 % du chiffre d'affaires total, le reste revenant aux grands magasins, magasins à succursales multiples, hyper et super-marchés.

Il est vrai que la situation a évolué depuis dix ans puisque les commerçants « non affiliés » réalisaient alors 90 % des transactions professionnelles. Malheureusement, ce recul des isolés s'est fait surtout au profit des grands magasins, tandis que les chaînes et groupements d'achat marquaient le pas. Ceux-ci ont pourtant fait des réalisations passionnantes : ainsi le groupe U.N.A., de 25 affiliés en 1938, est passé à 3.200 membres en 1968 (dont 1.000 libres-services) ; il met à la disposition de ses membres toute une infrastructure juridique et fiscale, dispose de conseillers procédant à des études de marché, réalisant un chiffre d'affaires annuel de 70 milliards

d'anciens francs. Mais de tels cas sont encore trop isolés et plus que jamais le petit commerce est acculé à un choix : ou se réorganiser par l'association et la coopération, ou se faire laminer par les grandes surfaces.

L'ASPECT LUDIQUE DE LA CONSOMMATION

Les grands magasins ont une existence déjà ancienne : la Samaritaine et le Printemps datent après tout du XIX^e siècle. Depuis une vingtaine d'années ils connaissent une extension considérable... et peu souhaitable. En effet, un triomphe complet des groupes monopolistiques risquerait fort de leur accorder un pouvoir discrétionnaire en matière de prix. Mais surtout la grande surface modifie profondément la relation entre le vendeur et l'acheteur.

Alors que le consommateur qui va chez l'épicier ou le boucher traditionnels échange contre de l'argent les denrées nécessaires à sa subsistance, le client du super-marché est sollicité, est incité à acheter par des techniques qui s'apparentent au viol des foules : musique de fond, voix sophistiquée de la speakerine, agencement des couleurs. C'est contre cet aspect ludique de la consommation que nous devons nous battre. C'est pour cela que nous défendons inconditionnellement le petit commerce contre tous ses ennemis... à commencer par lui-même.

En effet, on ne résoudra pas le problème par des sursauts de révolte irraisonnés qui ne cherchent pas à analyser en profondeur les causes de la crise. On ne le résoudra pas non plus en cachant la vérité aux commerçants comme le fait l'Etat républicain, qui les flatte les veilles d'élection, encourage les monopoles le reste du temps et ne cherche nullement à favoriser le développement des formes d'associations si contraires à son esprit bureaucratique.

Bertrand LA RICHARDAIS.

petit manuel royaliste

IIe partie (les grands courants politiques contemporains)

libéralisme et jacobinisme

prix 1 f - franco 1 f 50

commande à nos bureaux



Paris Kafka

L'article ci-contre édifiera nos lecteurs sur la scandaleuse affaire Dechartre. Mais cette histoire de trafic de l'influence, si écoeurante soit-elle, constitue un aspect mineur du scandale de la démocratie. Bien plus grave est la destruction du cadre de vie urbain et local par le régime. Un mois après le vote de la réforme régionale croupion par le Parlement, nous commençons l'inventaire des opérations de démantèlement du territoire en cours : tantôt le régime lance des projets ineptes, tantôt il s'avère incapable de mener à bien, faute d'une volonté cohérente, des actions fondées sur une idée juste, comme à Fos. Qu'importe ! Le résultat est le même.

Christian Dujardin a exposé, dans le n° 47 de la « N.A.F. », la façon scandaleuse dont le pouvoir s'appropriait à dégrader le Marais en installant sur le plateau Beaubourg un gigantesque Palais de la Culture.

BEAUBOURG...

En quelques semaines, le mauvais coup s'est précisé dans toute sa splendeur. L'opération Beaubourg est en fait un moment dans un processus trop bien réglé, processus en cinq temps :

Premier temps : On déménage les Halles à Rungis et les artistes plus ou moins gauchistes s'installent dans les pavillons de Baltard.

Deuxième temps : On parle de détruire les pavillons, protestations indignées des gauchistes.

Troisième temps : M. Pompidou décide en compensation de construire un Palais de la Culture sur le plateau Beaubourg... et les avocats des pavillons de Baltard se calment.

Quatrième temps : L'insertion du Palais de la Culture dans le cadre du Marais entraîne la mise en question du plan de rénovation du quartier. On réclame l'harmonisation du cadre avec le Palais.

Cinquième temps : L'administration décide de détruire... immeubles de la rue Saint-Martin mais

en plaquant les façades anciennes sur les constructions nouvelles. M. Pierre Branche s'indigne dans « Le Monde » de cette demi-mesure.

Bref, il ne s'agit plus d'organiser une animation culturelle dans le cadre du Marais. Ceci existait déjà avec le Festival du Marais ; ce dernier d'ailleurs, fort peu aidé par l'Etat, a dû interrompre ses manifestations en 1970 et 1971. Il s'agit désormais de remodeler un quartier qui rassemble ces témoins architecturaux de cinq siècles d'histoire française en fonction d'une construction ultra-moderne... autrement dit de dénaturer et défigurer le quartier.

Nous ne contestons pas la nécessité d'un Palais de la Culture, ni même son architecture. C'est son emplacement que nous mettons en cause : il a, en effet, le double inconvénient de dénaturer le cœur de Paris et d'engorger le centre de la capitale. Alors que situé à proximité du périphérique il aurait été plus accessible aux banlieusards notamment, sa construction à Beaubourg va congestionner davantage encore une circulation parisienne qui n'en a guère besoin !

... PLUS INTERCONNECTION = MORT DU MARAIS

Il est vrai que l'on nous répondra que la

mise en œuvre de l'interconnection entre les réseaux R.A.T.P.-R.E.R. et S.N.C.F., avec pour plaque tournante le Châtelet, résoudra cet aspect du problème.

Hélas ! L'interconnection est justement une catastrophe supplémentaire. La présence de la gare Saint-Lazare au cœur de Paris a transformé les huitième et neuvième arrondissements en quartiers de bureaux sinistres après six heures du soir et a créé un véritable désert urbain entre Montmartre et Saint-Germain-des-Prés. La construction de la gare du Châtelet aboutira à désertifier pareillement le Marais actuellement plein de vie... sans parler des inévitables destructions d'hôtels particuliers qui accompagneront sa transformation en secteur d'affaires.

Et l'appel d'air ainsi créé n'aboutira pas précisément à résoudre le problème de la circulation dans le quartier.

Scandaleux et inepte, le projet est pour couronner le tout horriblement cher. Le devis initial s'élève à 5 milliards de nouveaux francs. A supposer que le coût terminal ne soit pas égal au triple ou au quadruple — supposition stupide — on aura dépensé une somme égale à cinq fois le total des recettes fiscales annuelles attribuées à l'ensemble des régions françaises par la « réforme », à cinq cents fois le montant annuel du budget de l'aide judiciaire, à 50 % du budget d'équipement de l'Education nationale, supérieure au budget routier ou au budget d'équipement hospitalier national, égale au sixième de l'enveloppe nationale du budget d'équipement tous ministères réunis.

Bref, l'argent que l'Etat se garde bien d'utiliser pour aménager les régions du « désert français » est consacré à assassiner Paris. Courteline et Kafka n'avaient rien vu.

Paul MAISONBLANCHE.

La semaine prochaine : Fos ou l'occasion manquée.

Petites annonces

L'association A.P.S. organise une colonie de vacances pour des garçons de 8 à 14 ans.

Date : du 26 juillet au 19 août, dans le Morbihan.

Prix : 450 F (voyage non compris).

Inscriptions et demandes de renseignements auprès de M. Michel Du Mestre, 13 bis, avenue Philippe-Auguste, 75 - Paris (11^e).

UNIVERSITAIRE travaillant sur le procès Louis XVI serait reconnaissant pour toutes indications et aides.

M. Christian Purtschet, 253 ter, rue Vaillant-Couturier, 94 - Alfortville.

Aux lecteurs de la N.A.F., offre à 30 % de réduction, du Livre d'Or des Reines de France.

Ouvrage de grand luxe, tiré à 500 exemplaires, sous double emboîtement fleurdelisé, nombreuses illustrations et portraits. Prix 140 F franco (au lieu de 200 F).

Rappel : Histoire de l'Ordre de Malte, les Hôtels particuliers d'Aix, Testament de Louis XVI, Livre d'Or des Maréchaux d'Empire. Prospectus sur demande. Editions Borricand, B.P. 418, 13 - Aix.

Dechartre sur le sable

Le 13 avril dernier, la Cour d'Appel de Poitiers rendait un arrêt prononçant la dissolution du Comité pour l'Aménagement et le Développement de l'Ile de Ré (C.A.D.I.R.), créé et présidé par Jean-Duprat-Geneau, dit Philippe Dechartre. Un mois plus tard, le 15 mai, celui-ci démissionne du gouvernement.

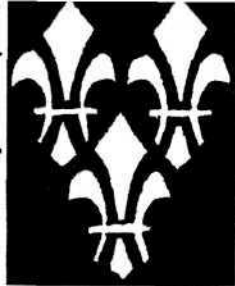
Il avait constitué le C.A.D.I.R. le 17 avril 1969 avec le colonel Roger Barberot, ancien ambassadeur en République Centre-Africaine, et Gilbert Beaujolin, à une époque où un promoteur, Jacques Souchère, envisageait une vaste opération de promotion à Bois-Plage-en-Ré. A l'époque Philippe Dechartre était député de La Rochelle et secrétaire d'Etat au ministère de l'Equipe-ment.

Si la Cour de Poitiers a prononcé la dissolution du C.A.D.I.R., c'est en constatant que cette association de la loi de 1901 n'avait été créée que sur la base « d'une opération de profit ». En effet, la délivrance du permis de construire au promoteur était subordonnée à la remise au C.A.D.I.R., par le promoteur,

pour la somme d'un franc symbolique, d'un terrain d'aviation, d'un terrain de golf, de leurs aménagements ou, à défaut, de « la valeur de l'ensemble ».

Le promoteur n'ayant voulu « payer » ni en nature ni en espèces, l'arrêt constate « qu'il est établi que Dechartre, alors qu'il n'était plus le ministre de tutelle de qui dépendait l'approbation ou le refus de la création de la zone d'aménagement concertée, a tout fait, tant près du ministre de l'Equipe-ment que du maire de Bois-Plage-en-Ré, pour que la convention de Z.A.C. ne soit pas menée à bonne fin et que le permis de construire ne soit pas délivré par le ministre de l'Equipe-ment ».

En un mot, l'ancien ministre de l'Equipe-ment « a tout fait » et le nouveau ministre de l'Equipe-ment, M. Chalandon, s'est laissé faire. Un bel exemple de solidarité ministérielle qui nous rassure pour M. Dechartre. Si la république continue, il nous reviendra...



maurras en provence

Il y a quelques années, Maurras appartenait au musée des idées mortes, maintenant sa pensée est mieux connue, commentée, critiquée, et c'est en grande partie le résultat du Colloque Maurras d'Aix-en-Provence. Très bien organisé par M. Victor Nguyen, celui-ci rassembla des chercheurs de tous pays, qui évitèrent tous l'hagiographie ou le dénigrement systématique. Ce colloque a marqué la redécouverte d'une philosophie, d'une pensée, mais aussi la réhabilitation d'une pratique. Le colonel Rémy, président du colloque rappela pourquoi, royaliste, il s'était lancé dans la lutte contre l'occupant et il rendit hommage à la résistance de Maurras. Il nous faut aussi remercier M. Jeouffre de la Pradelle, directeur de l'I.E.P. d'Aix, qui accueillit le colloque, et M. Jacques et M^{lle} Hélène Maurras qui nous firent visiter la maison du Chemin de Paradis. Nous ne pouvons qu'encourager de telles initiatives, les soutenir et y faire écho ; car nous n'avons pas peur de la vérité, notre but étant de donner à la pensée de Maurras la plus grande audience possible, auprès de tous les milieux, ceci n'étant qu'une étape vers l'action.

Ne pouvant faire, faute de place, un compte rendu détaillé du colloque, nous avons choisi de revenir dans ces pages sur deux ensembles de thèmes qui concernent plus particulièrement le combat actuel de l'A.F. : la philosophie maurrassienne de l'homme, l'A.F. et la centralisation.

réflexions autour de trois communications

Le grand mérite des colloques est de permettre au monde universitaire de rencontrer Maurras dans sa vérité, c'est-à-dire sa complexité. Il va devenir de moins en moins possible de faire admettre les absurdes caricatures qui entraînaient jusqu'ici un peu partout, caricatures que les « maurrassiens » (ou les présumés tels) avaient parfois contribué à rendre crédibles. Bainville se riait des études qui paraissaient de son temps sur le maître de l'A.F., les trouvant dérisoires par rapport à une pensée qui pour lui ne se comprenait que dans la lumière de Dante. Désormais, il sera de moins en moins possible à l'ami et à l'adversaire de dire ou d'écrire n'importe quoi. Les études universitaires des colloques imposeront au moins la modestie face à un univers intellectuel proprement inépuisable.

Trois communications, cette année, ont contribué à une compréhension de Maurras dans la lumière supérieure de l'esprit, dans l'effort ultime de la pensée affrontée au mystère de l'univers et du destin. Celle de Victor Nguyen sur les contes du *Chemin de Paradis* constitue une approche inédite, parce qu'étrangère à toute polémique ou apologétique, de la crise du jeune homme révolté, en révolte contre le père, contre le christianisme et singulièrement attiré par le vertige du nihilisme, la tentation de la mort. Ce Maurras-là paraît s'apparenter à Camus, participer à sa propre révolte. La discussion qui suivit l'exposé de l'animateur du colloque fit entrer évidemment en scène l'auteur de *Zarathoustra*. On a trop évoqué Nietzsche à propos du *Chemin de Paradis* pour que la question ne soit pas étudiée un jour comme elle le mérite. Pourquoi pas Nietzsche et Maurras au prochain colloque ?

La communication de Pierre Debray sur *Raison et déraison chez Maurras* ne faisait-elle pas intervenir subrepticement le « Sarmate ingénieux » ? Le côté déraison de celui qui célébra plus que tout autre la naissance de la raison n'est-il pas son côté dionysiaque, sa passion pour les forces obscures de la vie ? Il n'est pas jusqu'à la célèbre invective d'Anthinea contre le Nazaréen par qui tout l'ancien monde s'écroula qui ne fait penser aux invectives nitzschéennes contre le christianisme, religion d'esclaves.

On dira ce qu'on voudra. Mais ce Maurras-là est terriblement subversif. Quelqu'un voulait un jour démontrer le contraire, contre moi. (Pensez-

donc, ces gens de la N.A.F. qui veulent nous habiller Maurras en gauchiste !) Pour démontrer donc que je me trompais gravement, que Maurras n'avait jamais été subversif, ce monsieur s'avisa de citer un texte, beau par ailleurs, qui prouvait selon lui le refus absolu d'une attitude négative, destructrice et à l'inverse l'acceptation sans réserves d'un monde lumineux où s'affirmait la force de la vie. Bien sûr, ce texte allait à rebours d'une attitude de refus, mais il s'apparentait également à une affirmation de la vie qui recélait une force explosive extraordinaire. Une affirmation de la vie qu'on opposera au christianisme, religion de faibles, fondée sur le ressentiment et qui va, écrit l'auteur d'*Ecce Homo*, « jusqu'à l'adoration des valeurs opposées à celles qui garantiraient le développement, l'avenir, le droit supérieur à l'avenir ».

Seulement, la différence avec Nietzsche, c'est que Maurras tient bon pour Socrate, que pour lui l'essentiel de l'héritage grec c'est la raison clarificatrice et ordonnatrice. Cela lui permettra d'être sauvé de bien des tentations. N'empêche qu'il balancera toujours dans les alternatives de la raison et de la déraison, qu'il aura à traverser ses nuits et que le rythme des ténèbres et de la lumière ne cessera d'habiter son âme. La dialectique de la philosophie, de la raison pure, ne pourra venir à bout des contradictions mystérieuses de son cœur. Seule la voie mystique lui est ouverte, celle que l'on découvre dans le poète qui certes est métaphysicien, mais de l'espèce visionnaire et non dialecticienne. Et c'est peut-être là encore une de ses parentés avec l'auteur de *Zarathoustra*, une parenté partielle seulement dans la mesure où chez lui la mystique ne se résorbe pas dans l'égolâtrie mais s'ouvre au mouvement de l'amour total.

Maurras inépuisable ! Thomas Molnar nous le faisait entrevoir aussi en traitant de la « politique épistémè ». Le politique est-il un pur positiviste ? Molnar ne le pense pas. Partant de Platon, il montre que ce qui concerne la cité n'est pas réductible à une pure technique, mais pose les questions philosophiques les plus essentielles. Je ne suis pas certain que le positivisme n'ait pas été caricaturé. Il faudra revenir à Comte, beaucoup moins simpliste qu'on ne le dit. D'autre part, la tradition aristotélicienne est certainement beaucoup plus intéressante, beaucoup plus féconde

pour aborder le domaine nouveau des sciences humaines.

Il existe un Maurras platonicien. J'en suis convaincu. Ce qu'il y a de métaphysicien chez lui participe plus de la méthode platonicienne que d'Aristote. Par contre, le politique, lui, est dans la droite ligne des politiques d'Aristote, plus aristotélicien s'il était possible que le Stagirite, si l'on veut bien considérer qu'il opère un retour encore plus total à l'expérience.

Par contre, je suis totalement Thomas Molnar lorsqu'il affirme que le savoir qui concerne les choses de la cité dépasse les questions purement techniques, la question des moyens. Autant il me paraît absurde de nier la part purement technique, celle qui résulte purement et simplement de la nature des choses, autant il me paraît fou de refuser toute réflexion sur les fins de la cité, celles de l'homme, la liberté, les mœurs, aussi essentielle au savoir politique.

C'est une gageure impossible que de vouloir réduire l'apport maurrassien à la question des moyens. C'est en somme biffer les trois quarts de son œuvre. Le grand texte où il a livré intégralement le fond de sa pensée à ce propos, la *politique naturelle*, ne laisse planer aucune équivoque. Véritable traité de l'homme, selon le mot de ce pauvre Brasillach, la *politique naturelle* constitue avant tout une préface indispensable à tout exposé sur les sciences humaines. Affirmant la nature spirituelle de l'homme qui constitue son identité même, il écarte d'emblée toute conception réductrice de la politique, toute tentation de faire rétrograder la personne au niveau d'une chose, d'un élément de la nature.

Cet été, réfléchissant à une anthropologie maurrassienne, nous découvririons l'actualité de la politique naturelle à l'heure de l'affrontement de l'humanisme et du structuralisme. Notre session philo, cet été, aura l'occasion de reposer entièrement cette question inscrite dans toute la réflexion épistémologique contemporaine. Nous étudierons les rapports entre philosophie et science politiques. Il ne nous paraît pas en effet que ceux-ci aient été entièrement clarifiés.

Qu'est-ce que cela démontre ? Sinon l'infinie fécondité d'une pensée dont la modernité paraît tous les jours plus éclatante. Sinon la supériorité d'un esprit qui domine et de très loin tous ceux de son siècle. C'est vraiment passionnant d'être maurrassien en 1972 !

Gérard LECLERC.

P.S. — Un souhait à propos du prochain colloque : l'étude exhaustive des rapports entre le traditionalisme de Maurras et celui des auteurs du XIX^e siècle.



L'A.F. contre la centralisation Alsace et Algérie

Le nationalisme jacobin a gâché des chances de la France : son incompréhension du problème colonial et du problème régional nous ont coûté, nous coûtent encore fort cher. Contre cette perversion du nationalisme, l'A.F. à toujours lutté.

Bien plus, elle a toujours suivi, avec une attention et une sollicitude critique l'action des mouvements autonomistes. Bornons-nous à citer ici, à titre d'exemple, l'Alsace et l'Algérie... en évitant quand même de pousser trop loin la comparaison. Jean Paillard écrivait d'ailleurs dans *L'Action française* : « Coloniser n'est pas annexer. (...) L'annexion a pour but une intégration totale et définitive. La colonisation, elle, a pour but de faire évoluer les peuples arriérés ou attardés vers des formes supérieures de civilisation. C'est ainsi que nous ne pouvons pas plus dire que nous avons colonisé l'Alsace et la Lorraine que nous ne pouvons prétendre annexer l'Indochine ou l'Algérie. »

L'A.F. EN ALSACE...

L'Action française en Alsace a surtout trouvé audience auprès des milieux catholiques (jusqu'en 1926), et des professions libérales (droit et médecine). Signalons cependant que l'implantation de l'A.F. était populaire à Colmar et qu'à Thann, en 1936, le candidat royaliste faillit être élu, parce que sa propagande était axée sur les problèmes alsaciens. Maurice Pujo, dans *L'Action française* de 1920, se prononce

pour la défense du particularisme alsacien et du régime du Concordat, pour le maintien partiel de l'enseignement de l'allemand, celui du français devenant obligatoire. Les résultats d'une telle propagande furent probants. Relayée par une presse importante, un almanach : *Kalender der Action française für Elsass und Lothringen* et un hebdomadaire qui sera successivement : *le National d'Alsace* ; *la Province d'Alsace* ; *la Province d'Alsace royaliste*, l'A.F. se bat pour l'autonomie alsacienne, contre l'influence allemande et pour le régime qui réaliserait ce programme : la monarchie. Elle rassemble plusieurs milliers de personnes le 27 juin 1926, à Strasbourg, mais ce fut un succès sans lendemain. Il faut expliquer cet échec final par deux causes ; l'une externe, la mise à l'Index de 1926 ; l'autre interne, le manque d'assise populaire. Mais malgré tous ces défauts, l'A.F. aura été le seul mouvement politique « de l'intérieur » à avoir compris le problème alsacien.

MAURRAS ET L'ALGÉRIE

Le problème algérien était un problème de décentralisation, compliqué par l'existence de plusieurs communautés et la présence de l'Islam. Un peuple nouveau naissait en Algérie, il pouvait être un peuple français ou un peuple contre la France. Au début du xx^e siècle, la notion musulmane d'Oumma, de communauté des croyants, s'estompe au profit de l'idée de

nation. En Algérie, cette évolution est surtout sensible de 1930 à 1935. Un cas exemplaire est, ainsi, Fehrat Abbas, révolté par l'injustice dont sont victimes les musulmans d'Algérie, y trouve des raisons supplémentaires de se vouloir français. Écoutons-le : « En 1920, les hommes de ma génération avaient vingt ans. Personnellement je me mis à penser que l'Algérie ressemblait à la France d'ancien régime à la veille de 1789, nos paysans étaient semblables aux paysans de La Bruyère. L'Européen entouré de ses mandarins : Arabes et caïds, bachaghas, marabouts, était le féodal. La France était le roi. "Ah si le roi savait." Cet appel pathétique et confiant des serfs de l'ancien régime dans les cahiers des états généraux me paraissait valable pour nous. »

Les disciples de Maurras, farouchement dressés contre les métèques, feraient en Algérie les épurations nécessaires sous l'égide d'un roi porteur des attributs symboliques de la main de justice et du glaive. »

Et Abbas ajoute : « L'Algérie est une terre française... nous aspirons à marcher de la colonie vers la province. Il n'y a rien dans le livre saint qui puisse empêcher un Algérien musulman d'être nationalement un Français au bras fort, à l'intelligence éveillée, au cœur loyal conscient de la solidarité nationale. »

Parallèlement à ces positions, l'Action française propose pour l'Algérie le statut suivant : « A la base, autonomie des corporations, indigènes, locales et régionales constituant des cadres naturels, autonomie totale en matière de réglementation sociale et économique, harmonisée au sommet par la confrontation des intérêts généraux en présence. Sur le plan municipal : collaboration franco-indigène s'exprimant par la voie d'un suffrage universel réorganisé et rendu possible parce qu'il s'agit d'intérêts matériels et moraux de la cité, parfaitement connus de tous ceux qui y vivent, suffrage dont le caractère politique pourrait être atténué soit au moyen du vote plural, soit par addition des corps, syndicats, associations. » (Suite page 8.)

les communications

M. VALUET

Maurras et la linguistique.

ROLIN

Corps glorieux. L'idée de résurrection des morts chez Maurras, comparée à celle des Grecs anciens et de saint Paul.

D. LEVY

L'influence de Maurras en Angleterre. Ses rapports avec le poète T.S. Eliot. Maurras, seule opposition possible à un fascisme anglais.

ROBICHEZ

Maurras à la revue encyclopédique « Larousse ».

Th. MOLNAR

Maurras et la politique épistémé : Les influences d'Aristote, Comte et surtout Platon.

Victor NGUYEN

Analyse nouvelle des contes du « Chemin de Paradis », replacé dans leur contexte de jeunesse. Une œuvre de dandy révolté, stade que Maurras dépassera.

Pierre DEBRAY

Raison et déraison chez Maurras. L'importance

des puissances du sentiment chez Maurras, maîtrisées par l'intelligence.

DREYFUS

L'influence de l'Action française en Alsace, vue à travers la presse locale, de 1919 à 1939. Nationalisme et régionalisme.

TRENARD

Le dilemme de Marc Sangnier, la nature du débat et son histoire. De la polémique courtoise à l'opposition violente.

Eric DEFOORT

Les rapports entre l'A.F. et le mouvement flamand. Comment le contact ne se fit pas, Maurras étant perçu par les Flamands à travers les Wallons d'A.F.

JOUANNY

Le voyage de Maurras en Grèce et la découverte du pays.

SUTTON

La notion de souveraineté collective de Comte à Maurras. Du positivisme au nationalisme.

HEYDEMANN

L'histoire de la pensée contre-révolutionnaire,

de Rivarol à Maurras, en passant par Maistre et Bonald.

RIVET

L'A.F. en Haute-Loire. Dégénérescence d'un mouvement qui se replie sur les notables, perd tout mordant et se contente de l'activisme.

KEYLOR

L'Ecole historique royaliste, tentative d'explication de l'histoire, et moyen de vulgarisation des thèses royalistes.

M^{lle} Thérèse CHARLES-VALLIN

L'influence de Maurras en Algérie, auprès des Européens et des musulmans. L'A.F. face au problème algérien : province, colonie ou domination.

Albert GIRAUD

Exposé de la thèse d'Albert Thibaudet sur Charles Maurras et critique de celle-ci.

R. Père BLANCHET

L'abbé Brémond et Maurras, une brève amitié... vite brisée par l'opposition radicale de deux tempéraments et de deux méthodes de pensée.



Sur le plan politique une large représentation issue à la fois des corporations et des communes, des notables et des chefs indigènes dont notre régime a trop négligé l'influence.

Une telle assemblée siégeant aux côtés du chef politique suprême délégué par la France aurait la possibilité de résoudre les problèmes intérieurs de ce pays islamisé et dont l'administration, de ce fait, échappe par essence à notre parlement métropolitain.

On pourrait citer bien d'autres textes, mais ceux-ci sont suffisamment clairs : tout, et les plus grandes choses pouvaient naître de la rencontre d'une communauté musulmane dont les chefs étaient séduits par Maurras, d'une communauté européenne très patriote, et des royalistes français, ayant le programme le plus avancé et le plus raisonnable pour l'Algérie, si ces derniers avaient été les maîtres à Paris. Fehrat Abbas évoluera vers le nationalisme à la Renan, puis vers le nationalisme algérien, le contact politique ne se fera pas entre les

deux communautés, entre ceux que Germaine Tillon appellera les « ennemis complémentaires ». La suite est connue de tous. A ce sujet, Gabriel Matzneff remarquait que si l'Algérie a été la victime d'une guerre civile de huit ans, la faute n'en incombait pas aux « extrémistes » pieds-noirs de 1962, mais aux notables radicaux, hommes de gauche à Paris et potentats à Alger, qui furent les maîtres de l'Algérie durant un siècle.

QUE FAIRE ?

De ces communications, il faut retenir ceci : quelle que soit la justesse de nos positions, quel que soit l'écho qu'elles rencontrent auprès des intéressés, cela ne servira à rien tant que nous ne serons pas les maîtres du pouvoir politique. L'indépendance de l'Algérie n'a réglé ni les problèmes sociaux et politiques de celle-ci, ni les problèmes français. Tout est à faire dans ce domaine : la coopération méditerranéenne et le développement des pays du tiers monde. L'autonomisme en France va se

développer, qu'il soit breton, alsacien ou occitan.

Nous devons tirer la leçon de l'échec algérien et de l'impuissance alsacienne pour éviter que des erreurs semblables ne se reproduisent, et nous savons que les nations, elles aussi, peuvent disparaître. Nous devons constater que la démocratie ruine l'unité de la nation par un travail de dissociation de tous les corps et communautés qui la composent. La subversion du corps judiciaire éclatante à propos de la triste affaire de Bruay en est un indice supplémentaire. Il nous faut donc à la fois préserver ce qui en demeure et surtout en recréer les conditions d'existence afin de reprendre ce que Boutang appelait « une œuvre capétienne pour le XX^e siècle ».

François MARTIN.

Nota. — Les citations de Fehrat Abbas et de l'A.F. sur le problème algérien sont extraites de la communication de M^{lle} Thérèse Charles-Vallin.

l'angleterre en france

elizabeth II à paris

La visite de la reine Elizabeth à Paris aura eu au moins le mérite de poser de nouveau la question des relations entre les deux pays, relations historiquement empreintes d'ambiguïté et de méfiance réciproque. Si en Grande-Bretagne, les us et coutumes français sont adoptés avec parcimonie, en France, l'anglomanie date du XVIII^e siècle. Delcassé et les diplomates de sa génération en firent leur profession de foi, tandis qu'une fascination peu commune pour le mode de vie et les institutions britanniques s'exerçait sur les esprits. Ce n'est plus la « Bretagne bleue » enchantée des romans de chevalerie, c'est une monarchie idyllique, « bon-enfant » — celle-là même que les Parisiens ont applaudi —, le respect des libertés locales et l'habeas corpus, images sans réelle profondeur politique mais non dénuées de grâce.

DU MESSIE POMPIDOU...

Les liens personnels franco-anglais sont malheureusement très vite estompés par la construction européenne ; la C.E.E. a beau être incapable pour le moment de réaliser les visions les plus larges de ses promoteurs, ses fonctionnaires y sont peut-être plus compétents en design qu'en matière de décisions politiques, il n'empêche que cette institution trouve des complices efficaces et anarchés à la destruction de leur communauté nationale dans les deux pays. Du côté anglais, profondément vexés par les foudrues successives du général de Gaulle (Non, non et non !), des personnalités aussi différentes que Roy Jenkins ou Ted Heath contre-attaquent en s'efforçant de ne pas trop extorquer leurs vieilles rancunes (M. Heath ne fut-il pas « Lord Privy Seal » dans un cabinet Mac Millan en 1961 ?).

Du côté français, les européistes traditionnels ont trouvé en Pompidou, messie providentiel, l'exécuteur idéal de leurs basses œuvres.

Les traités de Rome et de Paris ont ouvert la brèche et interdit tout espoir aux pays qui

veulent se dégager des blocs et conserver leur indépendance nationale. Si le but des eurocrates est l'édification d'une confédération politique, l'expérience historique prouve la nécessité d'un leadership dans ce système politique. Or la tâche n'est pas aisée, il va y avoir concurrence féroce et aménagement préalable d'axes. Trois pays (R.F.A., France, Grande-Bretagne) ont un certain poids international. L'hypothèse la plus plausible demeure celle d'un système de leadership rotatif. On imagine les conséquences pour notre souveraineté nationale. La grande idée actuelle de nos européistes consiste à aménager, en l'absence — très provisoire — de Bonn qui connaît des difficultés politiques (contestation de l'Ostpolitik) et sociales, un axe Londres-Paris qui serve leurs intérêts. C'est une nouvelle « Entente cordiale » avec tout ce qu'il y a de faux et de fourbe dans la pensée de ces constructeurs occasionnels. La première « Entente cordiale », celle de 1903, bâtie sur l'humiliation de Fachoda, connut un échec trop flagrant pour qu'il soit utile d'en découper les péripéties. Londres, au bout du compte, retrouvera ses vieilles affinités saxonnes... comme au lendemain de la guerre de 14-18, surtout lorsque l'on connaît les divergences qui existent déjà entre Londres et Paris au sein de la C.E.E.

... AU MARKETING COURONNÉ

Il serait en effet naïf de croire que la Grande-Bretagne se présente à l'entrée de la Communauté Européenne comme un bourgeois de Calais. Les arrière-pensées sont multiples, les calculs établis depuis longtemps. Il s'agit d'abord d'échapper à l'emprise américaine, et puis aussi et surtout créer un axe provisoire Paris-Londres où elle finirait par dominer et imposer ses vues, quitte à négocier avec Bonn dans une seconde phase.

Le communiqué final de la conférence des Bermudes (Nixon - Heath) fait état de « relations naturelles », il n'est plus question des « relations spéciales » d'antan. La belle époque où Churchill

donnait des gages au président Roosevelt semble révolue. La grande question fut en effet longtemps de savoir si le pays allait devenir ou non le « cinquante et unième » Etat de l'Union.

La grande ambition de Heath est, d'une part, de développer une politique étrangère bien définie, en utilisant le cadre européen, d'autre part, de pouvoir vendre les produits anglais à des partenaires intéressants. A la suite des événements financiers des derniers mois, le marché américain était bloqué, il s'agissait de trouver un nouveau déversoir pour la Grande-Bretagne qui a accompli un « boom économique » non négligeable. Les dirigeants d'entreprises britanniques ont fêté le vote des Communes du mois d'octobre 1971 comme il se le devait. Là où le bât blesse pour la France, c'est que cette dernière va trouver dans sa « partenaire » anglaise, une concurrente redoutable dans de nombreux domaines (particulièrement les industries de pointe). En France, l'accès de joie délirante des européistes, consécutif à l'annonce de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et proportionnel à celui causé lorsque Pompidou prononça solennellement son acte de foi européiste, doit être violemment dénoncé comme toutes les prises de position qui s'acharnent à dénaturer la véritable coopération économique et politique qui pourrait exister en dehors du cadre européen, ce fourre-tout indescriptible à partir duquel quelques hommes veulent construire leur mythe.

Un souverain britannique est toujours un voyageur de commerce appréciable. Ne l'oublions jamais. Il n'en reste pas moins que si le voyage de la reine à Paris apparaît avant tout comme une opération de charme montée par Ted Heath, il n'empêche que certaines phrases de la déclaration de la reine sont à méditer par nos utopistes : « Nous devons nous efforcer d'être des guides et des exemples de réussite dans l'abord des grands problèmes de notre temps : la misère, la pollution, le mépris de la qualité de la vie par la quête inconsidérée des profits matériels. » Qu'en dit J.-J. S.-S., l'apôtre de la croissance panacée ?

Philippe VERGNE.



pompidou et les artistes

Georges Pompidou a fait preuve de la compétence et des talents que l'on sait aux plus hautes charges de l'Etat et de la banque Rothschild. Il ne s'en tient pourtant pas là, et a des prétentions — ou, disons, des préoccupations — d'un autre ordre. Il s'efforce de ne pas oublier — et de ne pas faire oublier — qu'il a été normalien.

Jeune professeur de lettres, il disait à ses élèves (c'est l'un d'entre eux, Philippe Sénart, qui le rapporte) : « *Soyez Nizan, soyez Brasil.* » Conseil qu'il valait mieux ne pas suivre à la lettre, puisque, dans les années qui suivirent, le premier s'est suicidé et le second a été fusillé. Lui-même a évité de tomber dans ces extrêmes, et il est clair que cela ne fut pas sans lui profiter.

UN ÉPICIER EN MÉCÉNAT

Il a eu l'extrême intelligence de ne jamais tenter d'être un créateur. Spécialiste des textes choisis, il a ainsi présenté — dans une collection aujourd'hui un peu vieillote, les classiques Vaubourdolle — des textes de Taine. Il a également mis au point une Anthologie de la Poésie française, d'ailleurs bien utile : là où Gide, ou Thierry Maulnier, ou Marcel Arland tentaient de promouvoir une certaine idée qu'ils se faisaient de la poésie, lui a réussi à effectuer un choix d'où est bannie toute origi-

nalité. Plus qu'à une anthologie, nous avons affaire à des extraits de Castex et Surin. Ce qui, je le répète, à ses mérites (entre autres, commerciaux, comme n'ont pas manqué de le remarquer les responsables du Livre de Poche).

Le souci culturel de l'actuel chef de l'Etat ne se limite cependant pas à la littérature. Il s'intéresse également aux arts plastiques. Sa table à l'Hôtel Matignon, puis à l'Elysée, a toujours été largement ouverte aux artistes. L'occasion se présentant, il n'a pas hésité à aller voir Vasarely dans son repaire de Gordes, au-dessus de l'abbaye de Sénanque. Bref, c'est ce qu'on appelle un amateur éclairé, et, de surcroît, sensible à l'art le plus contemporain.

Il a pourtant été saisi lorsque, sur une liste de vingt-cinq artistes de la dernière décennie que lui présentait M. François Mathey, Conservateur du Musée des Arts décoratifs, il s'est aperçu qu'il n'en connaissait que quatre ou cinq. C'est ce qui lui a suggéré de lancer une exposition d'artistes contemporains — qui, par l'effet d'un calembour quelque peu arbitraire, en sélectionna soixante-douze. C'est ainsi que naquit l'exposition 72-72 du Grand Palais. Notre président humaniste était-il en train de transformer l'Etat-Moloch en Etat-Providence des artistes ?

PLASTIQUE ET RÉCUPÉRATION

L'affaire était grave pour les ar-

tistes contestataires, très nombreux à l'heure actuelle. Fallait-il sauter sur cette occasion de sortir de la clandestinité élitiste ? Ou fallait-il refuser cette récupération par le système ? « *Donner notre peinture à ce régime, c'est la consolider, a déclaré un sympathisant du Front des Artistes Plasticiens. Notre peinture doit être au service d'une certaine conception de l'homme, conception qui n'est pas servie par le gouvernement : nous n'avons pas envie de lui donner notre peinture.* » A quoi les exposants contestataires répondent que si l'art n'est pas, pour l'artiste, un alibi, s'il a quelque chose à voir avec la vie et avec la société, il doit être montré à tout prix : sa charge subversive balayera les intentions politiques du régime.

Ce débat dénote bien les contradictions d'un certain spontanéisme gauchiste, politiquement informel, qui ne fait pas le poids devant les possibilités stratégiques et tactiques du centralisme bureaucratique du P.C.

Mais venons-en tout de suite au fond du débat. La contestation du régime commande-t-elle de refuser tout risque de récupération, ou, au contraire, de faire feu de tout bois ?

ESTHÉTIQUE OU ÉTHIQUE ?

La première solution paraît manquer de rigueur. Un artiste doit prendre ses responsabilités jusqu'au bout. Dans le cas présent, il n'a que deux solutions. Ou bien il crie sa vérité à temps et à contre-temps, des cimaises les plus officielles jusqu'aux caves les plus reculées de l'underground. Ou bien il ressent la priorité du politique comme concernant son être même, au plus intime de sa créativité. Alors, il doit non seulement refuser toute compromission avec

l'art officiel, mais affirmer : *l'art m'est impossible, je dois d'abord lutter pour transformer la société.* Cette option est difficile à prendre, sans doute. Pour un artiste comme pour un écrivain ou un poète, tout sacrifier pour « entrer en politique » relève de l'ascétisme. Barrès, par exemple, n'aurait jamais pu s'y résoudre. La politique n'était qu'une dimension supplémentaire à son art, à son plaisir. Maurras, lui, à l'issue de sa jeunesse, a su poser cet acte décisif. Il a montré, par sa vie, que les mécanismes de l'histoire sont héroïques. Il a effectué ce que Kierkegaard appelait le passage du stade esthétique au stade éthique de la manière la plus exemplaire. C'est la première et peut-être la plus forte leçon qu'il nous ait laissée.

Mais nul n'est tenu d'entrer en religion. Ni en politique. Nul artiste n'est tenu de renoncer à son art pour transformer la société, même la société pourrie que veut dissimuler le sourire humaniste de Georges Pompidou.

De même que la place de Maurras n'a jamais été ni sur les fronts militaires, ni dans la rue, mais au marbre ; de même la place des artistes est dans les expositions, les salons, les galeries, les maisons de la culture. Et même — ce qui ne constitue nullement une prise de position quant à sa valeur... — à « l'exposition Pompidou ». Il reste à savoir, d'ailleurs, si en prenant cette option il ne soutient pas indirectement ceux qui ont choisi le « stade éthique » à une époque où la crise de civilisation est une crise politique au sens grec du terme, c'est-à-dire une crise de la cité, une crise qui pose le problème culturel aussi bien que le problème institutionnel.

Christian DELAROCHE.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



3 : le projet de civilisation et l'homme générique

Il est décidément malaisé de se libérer des poisons et délices du marxisme. Venant après celle d'Edgar Morin, la tentative de Garaudy est à cet égard significative.

Bien sûr, Garaudy a fait litière de l'humanisme marxien réducteur de l'être à un « *homo economicus* » et des pseudo-lois économiques du socialisme scientifique. Il a réhabilité la dimension religieuse de l'homme. Et pourtant... Pourtant Garaudy reste imprégné de cet esprit prométhéen qui caractérise Marx (mais aussi Hegel ou Nietzsche). Son élaboration d'un nouveau projet de civilisation s'en ressent très nettement.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE...

Pour désaliéner en profondeur l'homme, Garaudy préconise une révolution culturelle qui, au moins aussi importante que les changements de structures économiques, permettra un épanouissement total de l'être.

Certaines de ses intuitions en la matière sont dignes d'intérêt. Il aboutit même en faisant l'éloge de la prospective à écrire une défense et illustration de l'empirisme organisateur.

Face à la sclérose intellectuelle d'une technocratie qui extrapole mécaniquement l'avenir en prolongeant les courbes du passé, Garaudy affirme la nécessité de « moments prophétiques » dans la création, c'est-à-dire d'une distanciation à l'égard d'un modèle de développement contestable. Ce « moment prophétique » doit être prolongé par un « moment utopique » au cours duquel on essaie d'imaginer autre chose que ce qui existe.

Mais face aux surréalistes et aux idéologues, Garaudy affirme que le « moment scientifique » doit permettre de confronter le prétendu « donné » du moment utopique, « ses hypothèses, ses théories, ses modèles que l'expérience vérificatrice peut infirmer définitivement ou confirmer provisoirement » (p. 160).

Malheureusement, cette quête du réel est gâchée par un attachement tenace au mythe marxien de l'homme générique omniscient et démiurge de l'univers que Garaudy continue à emprunter à Marx.

Il fonde son espérance sur le développement de l'informatique : celle-ci soulage la mémoire individuelle et constitue, sous forme de « banques de données », une mémoire encyclopédique de l'humanité accessible à tous grâce à l'apprentissage d'une logique concrète universelle. Il est certain que l'ordinateur constitue une invention décisive et que notre enseignement sclérosé prédispose mal ceux qui le subissent à en utiliser les extraordinaires virtualités. Cela ne prouve pas pour autant que tout le monde pourra être également apte à s'en servir. Ce moment utopique de la pensée garaudyenne a besoin d'être vérifié par un « moment scientifique » qui reste à venir.

L'ennui c'est que Garaudy substitue à ce « mo-

ment scientifique » un moment que l'on pourrait qualifier d'onirique.

... ENTRE L'HOMME GÉNÉRIQUE...

En effet, pour permettre à l'homme de se construire en choisissant librement ses fins, Garaudy, accentuant une tendance déjà perceptible dans ses ouvrages précédents, privilégie « l'esthétique ». Esthétisme conviendrait mieux.

Chez l'ex-philosophe du P.C., il y a même une certaine aversion pour la raison qui ne laisse pas d'être inquiétante. Il s'en prend à la tradition occidentale qui fait de l'esthétique une composante résiduelle, réclame une place de choix pour ce que le taoïsme appelle le « non-savoir », un savoir non médiat, non contrôlé par nos démarches intellectuelles, mais par lequel nous coïncidons avec le mouvement de l'être. Et il affirme :

« Lorsque Socrate a énoncé cette loi suprême : connaître le bien c'est être vertueux, et que ses successeurs ont tiré les corollaires de cette loi, par exemple : pour être beau tout doit être raisonnable, notre mutilation et notre décadence n'ont-elles pas commencé ? Ne devons-nous pas, un siècle après, accueillir la promesse prophétique de Nietzsche : "Croyez avec moi à la vie dionysiaque et à la renaissance de la tragédie... Vous accompagnerez des Indes en Grèce le cortège de Dionysos..." »

« Ainsi nous porterons une main heureusement sacrilège contre deux mille ans de contre-nature et d'outrages occidentaux à l'humanité. Le temps est venu de réaffirmer les droits de Dionysos, le dieu danseur, contre Apollon, le dieu sculpteur et artisan » (p. 143).

En exergue de son ouvrage, Garaudy a placé la devise de Rimbaud « changer la vie ». L'apologie de Dionysos qu'il fait à la suite de Nietzsche montre bien que son projet est typiquement surréaliste : la raison grecque avait élaboré l'archétype d'un homme imparfait, fini, limité, « borné dans sa nature, infini dans ses vœux », pour reprendre l'expression de Lamartine. Garaudy rejette cette norme et pour la rompre il compte sur l'action incantatoire de la poésie, du rêve, de l'instinct jaillissant poétique au sens grec du terme (poiein = faire), dans la mesure où il permet à chacun de recréer le monde, fait exploser l'homme hors de ses limites, met fin à tous les dualismes, dualisme entre logique et esthétique, dualisme entre âme et corps, dualisme entre dirigeants et dirigés.

A ce niveau la pensée de Garaudy est oblitérée par un quiproquo et une carence philosophique.

... ET LA SOCIÉTÉ HUMANISÉE

Garaudy déteste tout un rationalisme « classique » qui sépare mécaniquement l'âme du corps en dénigrant celui-ci, exalte la raison comme une forme vide, abstraite, réduisant l'homme à un

théorème ou une épure géométrique. Mais ce rationalisme est une subversion de la pensée occidentale. Il est bien symbolisé par un Descartes qui, dans son souci de distinguer le corps de l'âme, localise celle-ci dans la glande pinéale (!)... Il se résume également fort bien ce rationalisme rationnant dans les vers de Baudelaire :

*Je suis belle, ô mortels comme un rêve de pierre...
Je hais le mouvement qui déplace les lignes
Et jamais je ne pleure, et jamais je ne ris.*

Il est en revanche contraire à toute la métaphysique, l'anthropologie et l'anthropologie traditionnelle d'Aristote à saint Thomas, de saint Thomas à Maurras.

Les thomistes considèrent que l'âme est la « forme » de l'être, le corps sa matière, que les deux sont indissolublement liés durant l'existence... et même après puisqu'un des dogmes chrétiens, celui de la résurrection de la chair, souligne bien que le salut ou la perdition concernent tout l'être et non sa partie spirituelle seulement.

La tradition occidentale, pour sa part, n'a jamais voulu opposer mais bel et bien composer raison et passions. Dans la tragédie grecque, Apollon et Athena domptent Dionysos : ils ne le détruisent pas.

Quant à Maurras, il a eu pour maître Schopenhauer, tout comme Nietzsche. Son « vouloir vivre » a toujours été débordant. Mais il a eu la sagesse de comprendre que l'homme, tout comme le poète, « est libre en ce sens qu'il fait ce qu'il veut. Mais il ne le fait pas comme il veut. » La raison dans cette optique est l'instrument qui permet à l'homme de canaliser et discipliner les pulsions de son « vouloir vivre ». Il est en effet des « vouloir vivre » qui tuent l'homme car ils font abstraction de la condition humaine. La condition humaine n'est pas celle du caillou ou de la bête. Il est en un sens créateur de sa propre histoire. Mais il n'agit efficacement qu'en assumant sa nature d'être fini. Il doit à chaque instant poursuivre son effort de domination et d'humanisation du monde. Il doit à chaque génération prendre en compte les apports du progrès technique et scientifique et l'utiliser pour devenir chaque jour plus humain. Il serait en revanche absurde qu'il rêve d'on ne sait trop quelle mutation qui le rendrait transhumain ou surhumain.

« Changer la vie », disait Rimbaud. Nous sommes d'accord... à condition que l'onirisme et le surréalisme, la quête du métanthe cher à Edgar Morin, n'aboutissent pas à détruire la vie.

C'est à ce niveau que Garaudy se trouve devant un choix crucial.

Son esthétisme combiné à un refus de toute dualité (et non pas simplement du dualisme cartésien) peut l'entraîner à élaborer un projet aussi totalitaire que celui des sociétés capitaliste ou soviétique. La faiblesse des propositions politiques contenues dans son ouvrage le prouve : le mythe de l'homme générique démiurge de l'univers réalisant en chaque individu toutes les virtualités de l'espèce, le conduit à imaginer une société autogérée dont les cellules s'autorégulent spontanément et l'amène à nier la nécessité d'un pouvoir politique composant des éléments divers qui pourraient s'opposer. Qu'il prenne garde de voir demain une telle société ressusciter le pouvoir politique sous la forme d'un parti totalitaire qui, se posant en guide et mandataire de l'homme générique, l'aliénerait radicalement.

Mais le prodigieux travail de démystification du marxisme qu'il a entrepris peut le conduire à retrouver toute la valeur de l'intelligence, de l'homme raisonnant, à la fois artisan et serviteur d'un ordre social conforme à ses finalités, à sa condition. Souhaitons que la deuxième hypothèse se réalise... et au besoin travaillons-y.

Arnaud FABRE.

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE
La semaine prochaine, la réponse de
Philippe de Saint Robert

le mouvement royaliste



Diner - Débat

Un dîner-débat est organisé le jeudi 1^{er} juin 1972, à 20 heures, au restaurant « LE FER A CHEVAL », 12, rue Greffulhe, Paris (8^e), avec la participation de G.-P. Wagner, G. Leclerc, Y. Aumont, H. Midon.

Participation : Adultes 32 F, étudiants 26 F.
Les personnes intéressées sont priées de se faire connaître le plus rapidement possible auprès de M^{me} H. de Crémiers, 13, rue de Castellane, Paris (8^e).

« NON A BELLEVILLE-SARCELLES »

Organisée par le Comité « Sauver Paris », réunion d'information le

30 MAI à 21 heures

au « Vieux Saumur », 10, rue de Belleville (métro Belleville)

PARIS RIVE DROITE

3^e, 4^e, 11^e arrondissements

Permanence tous les mercredis à 20 h 30 à la Brasserie Luneau, 6, place de la République.

RÉUNION DU GROUPE MÉDECINE

Mercredi 24 mai à 18 heures, à la N.A.F.

Bourgogne - Franche-Comté

Samedi 3 juin, à 17 heures, réunion publique à Dôle. « Avec l'A.F. contre l'Europe du chômage pour un véritable pouvoir ouvrier », avec P.-H. Durocher, Gérard Leclerc, P. Bertin.

Nancy

Le 18 mai, sous la présidence de Nicolas Jouhaud, s'est tenue à Nancy la première réunion de la N.A.F. depuis la création de celle-ci.

Conformément aux engagements pris par Yvan Aumont et Gérard Leclerc, rien de susceptible de briser l'unité du mouvement royaliste n'avait été entrepris dans cette ville depuis un an. Le nombre des participants à cette première réunion, la présence de militants de la Restauration nationale, et d'autres mouvements prouvent l'intérêt que suscite la Nouvelle Action française dans toutes les régions de France.

Après un débat de bonne tenue qui s'est déroulé dans une ambiance cordiale, la soirée s'est terminée fort tard. Toutes les personnes désirant prendre contact avec notre nouvelle section peuvent le faire en écrivant à : Nicolas Jouhaud, La N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

Juillet - Août - Septembre

session philo

La Nouvelle Action Française, parmi les sessions qui seront organisées cet été, propose une session de Philosophie qui sera consacrée à l'épistémologie politique.

Les cours seront les suivants :

- Georges Bernard : Présentation de Bachelard, Canguilhem, Foucault et Lacan.
- Jean-Marie Bonifay : La problématique althusserienne.
- Dominique Weiss : Auguste Comte.
- Philippe Charpentier : Les textes maurrassiens sur la science politique.
- Gérard Leclerc : Les thèmes philosophiques évoqués dans l'œuvre de Maurras.

Cette session durera quatre jours et commencera le 2 septembre au soir.

Le responsable de cette session est Jean-Marie Bonifay avec lequel les personnes intéressées sont priées de se mettre en contact.

session économie

Deux sessions seront organisées au mois d'août sur la réflexion économique. Elles sont réservées à des participants ayant une certaine connaissance précise de ces questions.

Il est apparu nécessaire de concentrer nos efforts dans les domaines où la doctrine et la méthode d'A.F. ont le plus de possibilités de contribuer au progrès de la recherche. Ainsi nous n'aborderons pas divers problèmes actuels pourtant passionnants et préoccupants, tels l'organi-

sation monétaire internationale ou la lutte contre l'inflation, car nos compétences y sont fatalement limitées et que la part du politique pur en ces matières techniques n'est qu'accessoire.

D'autre part les sujets choisis permettront à la propagande d'A.F. de disposer d'éléments nouveaux venant combler sa plus importante lacune, et ce dès la rentrée. L'inertie et le paternalisme qui caractérisèrent l'absence de pensée maurrassienne sur les plans économique et social depuis un demi-siècle peuvent devenir un avantage, dans la mesure où une situation radicalement nouvelle nous permet d'élaborer une doctrine radicalement nouvelle, non empêtrée dans le carcan d'une continuité puisant sa source dans les débats du début de l'ère keynésienne.

C'est pourquoi le travail de ces sessions sera de construire le plan de deux DAF correspondants, la rédaction devant en démarrer juste après.

Pour les inscriptions et tous renseignements, écrire à Philippe-Henri Durocher, N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

SESSION A : 4, 5 et 6 août.

L'avenir de l'environnement humain.

Principaux thèmes abordés : La croissance. Pays riches et pays pauvres. L'explosion démographique et le contrôle des naissances. L'utilisation des ressources terrestres. La pollution. La futurologie.

SESSION B : 18, 19 et 20 août.

Capital et travail.

Principaux thèmes abordés : La production La propriété du capital. La lutte de classes. L'auto-gestion. L'homme et le travail. L'actionnariat et la participation.

camp royaliste

Il aura lieu du 16 juillet au 30 juillet. Le camp, cette année, sera orienté vers la formation des nouveaux militants et le nombre de places en sera limité.

Le prix total du séjour au camp sera de 240 F.

SESSION DES CADRES

Du 5 au 10 août, aux Aubiers, aura lieu une session réservée aux cadres et dirigeants du mouvement. Nos dirigeants recevront cette semaine le programme détaillé de cette session. Gérard Leclerc est le responsable de cette session. Pour toutes questions complémentaires, nos cadres sont priés de se mettre en contact avec lui.

NORMANDIE

La Société du Souvenir de la Chouannerie Normande organise, le dimanche 11 juin, une journée avec la participation de Philippe Roussel, historien de la Chouannerie.

Visites de divers lieux historiques : la Ferme Saint-Clair, le Château de Martainville, la forêt de Lyons. Un déjeuner est prévu (30 F).

Inscriptions et renseignements auprès de M^{me} Lecorgne, 109, rue du Champ-des-Oiseaux, 76 - Rouen. (C.C.P. 394-294 Rouen.)

Quinzaine d'action

La N.A.F. organise durant la deuxième quinzaine d'août un camp de propagande sur les plages du Languedoc.

Ce camp aura pour but de faire sur les plages de l'animation et de faire connaître le mouvement royaliste.

L'implantation de ce camp aura lieu dans un camping de cette région.

Un essai de théâtre populaire sur plage sera entrepris.

La responsabilité de ce camp est confiée à Jean-Pierre Hollender, président de la Fédération Royaliste Dauphiné-Savoie.

Les personnes intéressées sont priées de prendre contact avec celui-ci en écrivant : Jean-Pierre Hollender, N.A.F., 17, rue des Petits-Champs.

SESSION DES RESPONSABLES UNIVERSITAIRES

Cette session, sous la direction de Joël Broquet, aura lieu durant les vacances. La date sera fixée dans la prochaine circulaire aux cadres.

pour un front patriotique

Les spécialistes de la chose électorale estiment qu'un million de Français ont voté non, sans obéir pour autant aux consignes de M. Marchais, ce zélé travailleur, qui donnait, en d'autres temps, sa sueur pour aider à la construction de l'Europe de M. Hitler.

D'où viennent-ils ? De l'école d'Action française, réunifiée de fait pour la circonstance. Du C.I.D.-U.N.A.T.I. dont les militants n'appréciaient pas que Gérard Nicoud soit en prison tandis que M. Philippe Dechartre, encore que condamné de droit commun, restait au gouvernement. La fraction du « gaullisme de gauche » qui n'a pas accompagné à la soupe son président. Des « gauchistes » également, qui ont suivi Maurice Clavel plutôt que de s'enfermer dans des schémas bas-marxistes. Quelques anti-gaullistes viscéraux, enfin, qui n'ont pas la mémoire aussi courte que M^e Tixier-Vignancour.

Il y a là une force hétéroclite disparate, j'en conviens, mais une force tout de même. Certes, nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Les commerçants en colère, sauf exception, n'ont voté « non » que pour marquer leur mécontentement et exercer une pression sur le pouvoir, dans l'espoir de faire aboutir des revendications étroitement corporatives. Mais Nicoud n'a pas été libéré et le gouvernement tout au plus, consent à « aider » ceux d'entre eux qui acceptent de fermer boutique. Il s'agit pour M. Chaban-Delmas non pas de freiner le mouvement de concentration du commerce mais bien au contraire de l'accélérer tout en le rendant un peu moins douloureux pour les victimes. Les militants du C.I.D.-U.N.A.T.I., en repoussant les propositions gouvernementales, ont prouvé qu'ils commençaient à s'apercevoir que l'Etat démocratique est la propriété privée d'une classe ; pour l'heure, le néo-capitalisme bureaucratique. L'extrême défiance dont ils font preuve à l'égard de tous les partis, « gauchistes » compris, tendrait à prouver qu'ils adoptent spontanément une attitude contre-révolutionnaire. Ils refusent de se laisser récupérer par la démocratie même « avancée », même « révolutionnaire ». Quoi qu'il en soit, en votant « non » ils ont démontré qu'ils ne se laissent pas duper par le mythe « européiste » qui avait permis, lors de la signature du traité de Rome, d'abuser la paysannerie et d'en briser la révolte.

Les « gaullistes de gauche » de leur côté, témoignent d'une fidélité, sentimentalement émouvante et politiquement inefficace, à une certaine idée qu'ils se sont forgée du grand machiavélien dont ils demeurent les disciples éblouis.

Ils se rendent compte que M. Pompidou a trahi tout à la fois les deux grandes ambitions de son prédécesseur : dépasser le capitalisme et le socialisme en instituant la participation, rendre à la France un rôle dirigeant dans les affaires du monde. Mais du vivant même de Charles de Gaulle, la « participation » ne fut jamais qu'un simulacre et le rôle dirigeant de la France qu'une illusion. Il n'en reste pas moins que « le gaullisme de gauche », à l'inverse des conservateurs de l'U.D.R., a pris au sérieux le nationalisme viscéral du peuple français dont le général-président avait fait le ressort de son pouvoir. Ceci le rend détenteur de ce qu'il y avait de meilleur dans le gaullisme, le sentiment que la nation française pouvait être encore capable d'invention.

Par delà la petite frange du « gaullisme de gauche », il y a ce que je nommerais volontiers le « gaullisme populaire », ce petit peuple qui fut bonapartiste puis boulangiste avant d'être annexé par le radicalisme, plus ou moins jacobin, style Edouard Herriot. Paris n'est pas devenu par hasard la citadelle de l'U.D.R. Par-delà les révolutions économiques et les mutations sociales, les grands courants politiques restent étrangement conservateurs d'eux-mêmes. Il ne faut pas se dissimuler que le « gaullisme populaire » est demeuré dans l'ensemble fidèle aux pompidoliens, par goût de l'ordre, de l'autorité, de la continuité. Paradoxalement, le maigre succès du référendum s'explique, pour une part, par le souci que conserveraient les orateurs de l'U.D.R. de ne pas le mécontenter, ce qui gênait leur propagande, dans la mesure où ils étaient obligés de se réfugier dans le porte à faux. Il leur fallait donner à croire qu'ils demeuraient fidèles à la conception gaullienne d'une Europe des Etats, alors même qu'ils l'abandonnaient à qui accreditait l'idée que le référendum ne constituait qu'une opération de politique intérieure. A mesure qu'ils parlaient, les sondages montraient que le nombre d'abstentions augmentait.

Voici le pompidolisme au rouet. En lançant son référendum, le président de la République préparait la future majorité. Il l'ouvrait aux « réformateurs » ; son demi-échec a rendu beaucoup plus exigeants MM. Lecanuet et Servan-Schreiber. Il lui faudra payer le prix fort et accepter l'idéologie européiste de ses partenaires. Comme il aura besoin, de toute évidence, de leur concours s'il veut ne pas perdre les élections législatives, il devra s'engager beaucoup plus loin et beaucoup plus vite qu'il ne l'aurait voulu dans la voie de la

supra-nationalité. Ce qui détachera de lui le « gaullisme populaire ». Celui-ci rejoindra-t-il le « gaullisme de gauche » ? Rien ne permet de le penser. Un « leader » se lèvera, n'en doutons pas, qui le rassemblera autour de sa personne. Si M. Sanguinetti ne vieillit pas trop mal, je le vois assez bien dans ce rôle.

Restent les « gauchistes ». Je sais bien que le tropisme élémentaire de la droite française la porte vers le pompidolisme dès l'instant qu'on évoque ces iconoclastes qui ont commis l'irrémissible sacrilège de brûler des automobiles, totems des hommes modernes. En fait, le gauchisme est un pavillon qui recouvre toutes sortes de marchandises, les unes frelatées et d'autres fort saines. Un garçon comme Le Dantec est l'un de ces chouans du xx^e siècle, qu'agite le vieux ferment libertaire de sa race. Qu'a-t-il de commun avec Krivine, petit idéologue, empêtré dans ses abstractions ? Peut-on prendre Clavel, chanteur inspiré de Jeanne d'Arc pour Geismar ? Il est, en tout cas, indiscutable que « la Cause du Peuple » publie depuis quelques temps des articles que l'on croirait recopiés de « la Cocarde » du temps où Barrès se voulait socialiste autant que nationaliste. C'est qu'il y a dans un certain gauchisme plus de barrésisme que dans les cours de M. Girardet. Une prise de conscience s'opère là où l'idéologie bas-marxiste ne l'offusque pas, la découverte que la nation n'est pas une superstructure capitaliste mais un bien public, la seule propriété dont les prolétaires n'avaient pas été dépouillés. L'Europe apparaît dans cette perspective comme aliénatrice.

L'A.F. laissera-t-elle les gauchistes monopoliser, demain, la lutte de libération nationale qu'il faudra bien mener contre les trusts apatrides qui colonisent les Français ? Leur abandonnera-t-elle l'honneur de défendre les ouvriers bretons ou provençaux quand on les déportera en Allemagne ou aux Pays-Bas ? Mais pis encore, permettra-t-elle à un Sanguinetti quelconque de manipuler le gaullisme populaire ? C'est pourquoi nous devons adopter une ligne absolument claire. Disons-le franchement, il n'y a de choix qu'entre l'alliance (qui vient de se réaliser en Italie) des monarchistes et des fascistes, alors ce sera la ligne dite « de la droite nationale » qui prévaut, et la ligne que l'on pourrait appeler de « front patriotique » qui rassemblerait les Français non inféodés à Moscou qui ont voté « non » lors du dernier référendum. Pour moi, le choix est fait. Je dirai dans un prochain article pourquoi.

Pierre DEBRAY.
(A suivre.)